

« D'autres critères d'évaluation que ceux des agences de notation »

Pour l'économiste Denis Durand, il existe des formes de mesure des politiques publiques et des gestions d'entreprise prenant en compte l'humain.



est précisément d'évaluer le risque de chaque émetteur de titres. Le problème de ces agences est qu'elles ne travaillent que par et pour faire vivre ces marchés et l'impératif de rentabilité financière, qui est leur credo. Elles expriment l'opinion des marchés et se trompent avec eux. Elles ne font qu'exprimer la perversité du système qui a été mis en place il y a une trentaine d'années, au moment où le choix a été fait de financiariser le capitalisme.

Régulièrement, des dirigeants politiques mettent en cause les agences de notation, soulignant leurs erreurs ou leur partialité, n'est-ce pas un peu facile ?

DENIS DURAND. Les agences de notation constituent l'une des pièces d'un dispositif plus vaste, celui des marchés financiers, afin d'imposer des logiques de rentabilité financière à l'ensemble des acteurs de la vie économique. Il y a deux façons de financer les entreprises ou les États, soit par le biais du crédit bancaire, soit par celui de titres négociés sur les marchés financiers.

Dans le premier cas, le financement se fait entre gens qui se connaissent, le métier d'un banquier c'est de connaître ses clients, et c'est sur cette base qu'il accorde un crédit. Dans le second cas, c'est très différent. Un opérateur sur les marchés financiers doit pouvoir changer la composition de son portefeuille à tout instant. Il ne peut pas passer du temps à analyser en profondeur chacun des emprunteurs qui se présentent sur le marché, qu'il s'agisse d'entreprises ou d'États. Il achète donc cette information à des opérateurs spécialisés qui sont les agences de notation, dont le métier

Jean-Claude Juncker, président de l'eurogroupe, a réclamé la création d'une agence de notation européenne sous l'égide de la BCE. Michel Barnier, le commissaire européen, se prononce dans ce sens également. Est-ce une solution envisageable et une bonne parade aux erreurs des agences ?

DENIS DURAND. Sous l'égide de la Banque centrale, c'est intéressant. Il faut savoir que les banques centrales se préoccupent déjà d'évaluer la qualité des emprunteurs qui s'adressent aux banques et accessoirement aux marchés. En France, les grandes agences doivent noter quelques

centaines de multinationales alors que la Banque de France dispose d'un fichier des entreprises dans lequel elle cote 200 000 entreprises, y compris des PME. C'est un outil d'information dont les banques se servent pour nourrir leur politique de crédit. Le problème est que les banques centrales travaillent avec des critères de rentabilité capitalistes.

Pour ce qui concerne les États, le FMI passe son temps à évaluer leurs politiques économiques. Chaque année il envoie des missions à cette fin. La question cruciale est de savoir pour qui travaille le FMI. Comme l'a relevé depuis longtemps le prix Nobel américain Joseph Stiglitz, il s'agit de savoir s'il doit être au service des financiers, comme actuellement, ou des peuples.

Justement, ne peut-on concevoir un système d'évaluation de progrès des États, des administrations publiques et des entreprises, expertisant, par exemple, la qualité de leurs services publics, celle de leur système éducatif ou de santé, le bon niveau de formation du personnel des entreprises. Est-ce que cela n'existe pas déjà, notamment avec l'indicateur du développement humain du programme des Nations unies pour le développement ?

DENIS DURAND. L'émergence de notions nouvelles, la recherche de

formes de mesure du bien-être qui aillent au-delà d'une évaluation strictement économique.

L'émergence de la notion de biens publics mondiaux montrent bien qu'il y a besoin d'imaginer une nouvelle étape de développement de la civilisation qui aille au-delà des limites du capitalisme qui se manifestent de façon particulièrement meurtrière dans la crise actuelle. On peut concevoir d'autres critères pour orienter les choix d'investissements et leur financement. Il y a déjà beaucoup de réflexions sur la façon de donner la priorité à ce qu'on a appelé « l'humain d'abord ». Il y a, particulièrement sur le plan économique, l'emploi, la formation des travailleurs, la possibilité pour chacun de participer à cette nouvelle civilisation fondée sur le partage économe, efficace de la richesse matérielle, mais aussi le partage des informations et des ressources de toute nature. C'est quelque chose de nouveau, fortement réprimé par la domination des marchés financiers, et qui pourtant représente une demande irrépressible qui se manifeste aussi bien au niveau mondial que dans les luttes nationales, régionales, locales.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE IVORRA



21 octobre 2011. Des militants du front de gauche dénoncent le diktat des agences